



Commune
de
SCHUTTRANGE

Grand-Duché de Luxembourg

Registre aux délibérations du Conseil communal de SCHUTTRANGE

Séance publique du 13 septembre 2017

Date de l'annonce publique de la séance : 7 septembre 2017

Date de la convocation des conseillers : 7 septembre 2017

Présents: Jean-Pierre KAUFFMANN, bourgmestre
Jean-Paul JOST, Victor BACK, échevins
Jean-Marie ALTMANN, Michèle DIEDERICH,
Philippe HUTMACHER, Pierre LIEBAERT, Claude MARSON,
Jean-Marie RONK, Claude THEISEN, conseillers

Alain DOHN, secrétaire communal

Excusé: Nicolas WELSCH, conseiller

No 3.6. OBJET: Règlement concernant l'octroi d'une subvention communale pour installations d'utilisation rationnelle de l'énergie et de mise en valeur des énergies renouvelables

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la loi du 13 septembre 2012 portant création d'un pacte climat avec les communes, ayant pour objectifs :

- de renforcer le rôle exemplaire des communes dans la politique climatique « Global denken – Lokal Handeln » ;
- de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la facture énergétique sur les territoires communaux (infrastructures communales et ménages) ;
- de stimuler des investissements locaux et régionaux, des activités économiques et le marché de l'emploi ;

Revu sa délibération du 30 janvier 2013 par laquelle il a approuvé le contrat « Pacte Climat » avec le Ministère de l'Environnement et la société « My Energy » et la création de l'équipe interdisciplinaire « Équipe Climat » ;

Vu que les objectifs du pacte climat sont notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi que la réduction des coûts énergétiques grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique sur le territoire des communes ;

Vu le règlement grand-ducal du 12 décembre 2012 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement, tel qu'il a été modifié par la suite ;

Vu le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 fixant les mesures d'exécution de la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

Revu sa délibération du 10 juillet 1998 par laquelle il a décidé d'introduire une subvention communale destinée à favoriser les installations servant dans une habitation à l'exploitation d'énergie solaire active (appr. ministérielle n° 346/98/CR du 9 septembre 1998) ;

Revu sa délibération du 20 décembre 2006 par laquelle il a fixé la subvention destinée aux particuliers pour des installations servant dans une habitation à l'exploitation d'énergie solaire active (photovoltaïque et collecteurs) à 50% de la subvention allouée par l'Etat avec un maximum toutefois de 750 € (appr. ministérielle n° 346/07/CR du 23 février 2007) ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

décide à l'unanimité

d'arrêter le règlement concernant l'octroi d'une subvention communale pour installations d'utilisation rationnelle de l'énergie et de mise en valeur des énergies renouvelables sur le territoire de la commune de Schuttrange comme suit :

Article 1^{er} :

Il est fixé, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, et dans les conditions développées ci-après, une subvention communale pour les installations récapitulées dans le règlement grand-ducal respectif en vigueur lors de la demande et instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement.

Article 2 :

Le bénéfice du présent règlement n'est accordé qu'une seule fois par installation et par site.

Article 3 :

Pour pouvoir bénéficier de cette subvention, le requérant doit obligatoirement être bénéficiaire de l'allocation d'une subvention analogue par l'Etat.

Article 4 :

La subvention est payée sur demande de l'intéressé(e), étayée d'une pièce certifiant l'allocation d'une subvention analogue par l'Etat. La demande doit être faite à l'administration communale endéans 1 an date de la lettre d'engagement de l'Etat pour les installations visées dans le présent règlement.

Article 5 :

La subvention communale s'élève à 30 % du subside engagé par l'Etat du Grand-Duché dans sa lettre d'engagement pour les installations visées dans le présent règlement. La subvention communale ne peut tout de même pas dépasser le montant de 7.200,00 € par installation et par site.

Article 6 :

Conformément à l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, le présent règlement sortira ses effets trois jours après sa publication par voie d'affiche dans la commune.

Article 7 :

La commune peut demander toute pièce ou toute preuve utile que le demandeur est tenu de fournir. La subvention est sujette à restitution si elle est obtenue par suite de fausses déclarations, de renseignements inexacts ou d'une erreur de l'Administration.

Article 8 :

Le présent règlement abroge toutes les dispositions contraires contenues dans des règlements antérieurs en la même matière et remplace et annule notamment les décisions du conseil communal du 10 juillet 1998 respectivement du 20 décembre 2006 concernant la subvention communale pour les installations servant dans une habitation à l'exploitation d'énergie solaire active (photovoltaïque et collecteurs).

La présente délibération est soumise à l'autorité supérieure pour approbation.

Ainsi délibéré à Schuttrange, date qu'en tête.
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme,
Schuttrange, le 13 septembre 2017



Jean-Pierre Kauffmann
Bourgmestre

c.s. Alain Dohn
Secrétaire communal